

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 48 • 27 NOVEMBRE 2020 • CHF 3.-

France: En Marche vers un état policier avec la loi sécurité globale?

page 3

**NE: le militant de toute une vie Théo Buss sort un livre sur son parcours**

page 2

**GE: Filmar enquête sur les 43 disparus mexicains**

page 4

Vaccins: une course à l'aveugle

COVID-19 • La course au vaccin contre le nouveau coronavirus connaissant plusieurs générations fait rage. Mais elle n'est pas sans effets délétères et raccourcis périlleux, inégalités et risques.

« Si on veut enrayer la pandémie, le vaccin est une solution. Il sera d'une utilité certaine pour les personnes à risque ou les soignant.e.s, soit les personnes les plus affectées par la maladie, du fait qu'elles sont en première ligne. Au moment de la première phase de vaccination en 2021, on peut estimer que 25% de personnes auront développé la maladie. Si on arrive à un taux de vaccination de 40% en Suisse, on pourrait avoir un taux d'immunité à l'automne de 65% face à une troisième ou quatrième vague. Mais il faut être conscient que l'on n'a pas le recul nécessaire pour savoir la durée de l'immunité obtenue par le vaccin et que l'on est à la merci de l'information du producteur qui devrait faire preuve de transparence totale, ce qui n'est pas encore acquis. » Pour Bernard Borel, pédiatre et ancien député du POP, il ne fait pas de doute que les annonces de Moderna Therapeutics et Pfizer/BioNTech ouvrent une perspective face à la pandémie.

Annonces fracassantes et...

Rappelons que les deux sociétés, qui ont vu leurs actions à la bourse grimper, viennent de proclamer l'efficacité à 90% de leur vaccin basé sur une technologie révolutionnaire, l'acide ribonucléique messager (ARNm) de synthèse qui n'a jamais été homologué pour cet usage jusqu'ici. Dans le sillage, les Anglais d'AstraZeneca claironnent les bons résultats provisoires d'un essai en phase III mené par l'université d'Oxford. Il « a généré des réponses immunitaires robustes similaires contre le virus du SARS-CoV-2 dans toutes les tranches d'âge adultes ».

Une dizaine d'autres préparations sont en phase de probation comme le Sputnik V russe, le CoronaVac et le Convidicea chinois ou même une préparation cubaine. Ces trois premières annonces officielles ont été saluées par tous les gouvernements, dont certains comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Angleterre ont déjà prévu des plans de vaccinations massifs dès le printemps.

Ces annonces fracassantes suscitent cependant des réticences, qui n'émanent pas toutes d'invétérés conspirationnistes antivaccins. L'efficacité du produit est tout d'abord sujette à caution chez un certain nombre de professionnels du secteur. « Moderna et Pfizer n'ont pas un nombre suffisant d'infectés pour dire que l'efficacité est si haute. Les pourcentages annoncés baisseront à l'avenir et ces entreprises doivent évaluer l'efficacité de leur vaccin à deux ans », estime Martina Bécares, chercheuse à l'Université autonome de Madrid dans les colonnes de *Publico*. « L'unique information se base sur des communiqués de presse. Ils mettent en avant le positif, parce que leur but est plus entrepreneurial que scientifique », abonde Isabel Sola du Centre national de Biotechnologie de Madrid.

Tout en se félicitant de la découverte de potentiels vaccins basés sur une nouvelle technologie, Bertrand Kiefer, rédacteur en chef de la *Revue médicale suisse* trouve aussi plutôt « malsain » cette forme de communication, qui s'adresse « en priorité à la bourse ». La question de la durée d'efficacité du traitement dans le temps reste également en suspens.

Chèque en blanc aux industriels

Basé en France, l'Observatoire de la transparence



dans les politiques du médicament s'est fendu d'une tribune dans *Mediapart* (25.11.20) pour dénoncer cette course à l'antidote. Premier grief, la compression des procédures. « Les États, et d'autres, ont décidé de lancer simultanément toutes les phases de recherche habituellement distinctes et successives. Sont ainsi compressées des procédures pourtant indispensables à la sécurité et à l'évaluation de l'efficacité de tout produit de santé », relève ainsi l'organisation. Elle pointe aussi la « logique de compétition » mise en œuvre dans cette course au vaccin. « Avec une plus grande transparence et une meilleure coordination entre les gouvernements et les États, nous pourrions développer une palette de vaccins complémentaires, dont on aurait besoin pour différents publics », estime-t-elle.

Dernier point, le fait que les États aient signé un « chèque en blanc » aux industriels pour mener à bien leurs recherches, sans qu'ils aient accès aux protocoles de recherches d'essais. Une critique que fait aussi Médecins sans frontières. L'ONG exige des sociétés pharmaceutiques qu'elles soient aussi transparentes sur tous les accords de licence pour les vaccins contre le Covid-19. Récemment, le *Financial Times* a révélé les termes d'un contrat entre le groupe pharmaceutique AstraZeneca et l'organisme public de recherche brésilien Fundação Oswaldo Cruz (Fiocruz). En se donnant le droit de déclarer la fin de la pandémie dès juillet 2021, la firme pourrait vendre après cette date un vaccin entièrement financé par le public à un prix élevé (jusqu'à 20% de plus que le coût réel de production du vaccin, selon des sources ayant eu accès à cette licence), explique l'organisation internationale.

Hold-up des pays riches

« Beaucoup d'argent public a été investi pour développer le vaccin et la fabrication à grande échelle. On ne comprendrait pas que les vaccins commercialisés le soient à des prix qui pèsent de façon importante sur

les systèmes de santé et d'assurance maladie », prévient Bernard Borel. Il ajoute: « Des prix prohibitifs rendraient aussi ces vaccins inaccessibles dans des pays en développement ». D'autant plus que les pays occidentaux ont fait main basse sur la production.

La Suisse, par exemple, a réservé 10 millions de doses, soit 5,3 millions auprès d'AstraZeneca, 4,5 millions auprès de Moderna et 1,7 million auprès du programme mondial d'achats Covax. Ce programme impulsé par l'Organisation mondiale de la santé avec Gavi Alliance, organisation de l'ancien patron de Microsoft Bille Gates, doit permettre l'achat groupé et la « distribution équitable » de futurs vaccins contre la Covid-19 dans le monde. Il prévoit de réunir 35 milliards de dollars et comptera une participation de la Suisse à hauteur de 20 millions de francs.

Où sont les pharmas?

« Les États les plus puissants comme les USA et les plus riches se servent en premier. Ce qui dénote une forme d'égoïsme regrettable. Tout comme le secret entourant les contrats entre la Confédération et les entreprises productrices », juge Bertrand Kiefer. L'acheminement des vaccins basés sur l'ARNm, qui demandent une conservation à -70°, sera aussi un facteur de difficultés pour de nombreux pays ou régions excentrées, relève Bernard Borel.

Pour le pédiatre, une réflexion de fond doit être menée sur les raisons de l'émergence de la pandémie. « On se rend compte que ce virus est lié à notre monde globalisé, à sa consommation effrénée et aux échanges entre pays riches pour favoriser le commerce. Il s'agit de changer de paradigme si l'on ne veut pas être confronté à de nouvelles pandémies à l'avenir. Il faut aussi que l'industrie pharmaceutique s'occupe à nouveau de recherches en maladies infectieuses ou de traitements antibiotiques qu'elle a délaissés au profit de traitements anti-cancéreux plus rentables ». ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

Aide d'urgence en question

Vous souvenez-vous au printemps, lors de la première vague de Covid-19 à Genève de cette longue file d'attente de personnes en situation de grande précarité au centre sportif des Vernets pour des colis d'aide alimentaire (un dispositif organisé par la Caravane de solidarité en partenariat avec les Colis du cœur et Partage et supervisé par la Ville) qui choquait? Au 26 septembre, l'État communiquait que depuis le 15 juin, « l'organisation décentralisée dans sept communes, sous la coordination du canton et gérée par les Colis du cœur, a permis la distribution de plus de 60'000 colis alimentaires aux personnes en situation de précarité à Genève ». Mais nos autorités ont-elles prévu assez en matière. Pourtant, les certitudes qu'une deuxième vague percuterait le pays au début de l'hiver étaient grandes. Au 19h30 ce mardi, on découvrait que la fondation d'aide alimentaire Les Colis du cœur a distribué la semaine passée 6633 sacs de vivres. Soit une augmentation de plus de 15% depuis le début du mois (RTS).

Quand la voix off du Journal télévisé (JT) déclare « qu'à cause des mesures sanitaires, les lieux d'accueil de jour ont tous été fermés », on s'interroge sur ce qu'il en est au moment où les températures tombent au-dessous de zéro. Genève met à disposition l'une de ses salles communales, Pitoëff, pour que les plus précaires « trouvent un endroit chaud où se poser pendant une heure », apprend-on.

Alors « il faut le dire » et peut-être le répéter, en juillet selon le site d'information *Heidi News*, « plus de 230'000 mètres carrés de surfaces commerciales, équivalents à trente-trois terrains de football, attendent de trouver preneur ». Il faut dire aussi que nos autorités avaient tout l'été pour les réquisitionner et y développer les infrastructures nécessaires, à même d'offrir plus qu'un peu de répit. Elles ne l'ont pas fait. A celles et ceux que le mot réquisition fait peur, il faut demander si la pensée que des hommes, des femmes, des travailleurs et travailleuses aient faim et froid dans l'un des pays les plus riches au monde avec de fortes inégalités n'a pas de quoi scandaliser. Pour Pierre Philippe, directeur des Colis du cœur, dont les propos concluent le JT, « en ces temps de Covid, la précarité n'est pas une vague mais bien une inondation et... l'eau continue de monter ».

Jorge Simao

Une vie auprès des «laissés-pour-compte»

NEUCHÂTEL • Pasteur, tiers-mondiste, écologiste et gauchiste, l'ancien secrétaire romand de l'œuvre d'entraide protestante «Pain pour le prochain», Théo Buss raconte son itinéraire marqué par de multiples activités militantes.

Les engagements de Théo Buss, né en 1942 à Zurich, s'inscrivent dans sa foi chrétienne. Une foi que ne partage pas son préfacer, Nils Andersson, qui se sent pourtant lié à lui par leur inlassable activité commune au service des humiliés et des exploités. Le livre du pasteur militant, *Justice au cœur*, est certes touffu. Il se compose en effet d'un récit de vie, mais aussi de résumés de livres qui l'ont inspiré, de longs développements sur le martyre des Palestiniens ou sur les dessous de l'opération Condor chapeauté par les Etats-Unis, de professions de foi écologistes. Ce mélange des genres et cette accumulation de cris d'indignation peuvent, il est vrai, finir par provoquer chez le lecteur une sorte d'overdose. Il n'en reste pas moins que le parcours de l'homme est admirable.

«la rébellion dans le sang»

Théo Buss raconte d'abord ses années de formation, marquées par les Unions chrétiennes de jeunes gens, la Faculté de théologie, le mouvement international des étudiants, dont il apprend qu'il est noyauté par la CIA. Le jeune pasteur se réclame de Mai 68, il dit avoir «la rébellion dans le sang». Il s'inscrit d'abord à la section neuchâteloise du Parti socialiste, avant d'adhérer à SolidaritéS. Il sera député au Grand Conseil de 2009 à 2013. Il est aussi actif dans le mouvement œcuménique, pour lequel il fera plusieurs missions. Il effectue au Locle un stage en usine, rejoignant ainsi l'idéal des prêtres ouvriers au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il participe à l'aventure des Magasins du Monde. Le livre donne ainsi des informations intéressantes sur un grand nombre de mouve-

ments et d'actions, qu'il nous est impossible de citer tous ici.

Entre 1977 et 1999, Théo Buss séjourne à deux reprises en Bolivie, qui est alors sous la coupe d'un dictateur soutenu par les Etats-Unis, le général Banzer. Il rend hommage dans son livre à de nombreux combattants pour la liberté et la justice, dont plusieurs mourront assassinés, parfois après avoir été atrocement torturés. Il souligne les aspects positifs de la présidence d'Evo Morales, sans cependant cacher sa déception face à ses dérives autoritaires et au mépris des droits des indigènes amazoniens.

Puis une série de chapitres est consacrée à Edward Said (1935-2003), brillant intellectuel et penseur palestinien, qui a inspiré Théo Buss par sa dénonciation du «pays d'apartheid» qu'est devenu Israël. Lui-même a pu constater sur place la situation d'oppression que subissent les Palestiniens, lors d'un séjour de trois mois en 2011, comme membre d'une équipe d'observateurs mandatés par le Conseil œcuménique.

Campagne latino-américaine

La troisième partie de l'ouvrage nous ramène en Amérique latine, en disséquant les dessous criminels de la fameuse Opération Condor, organisée par les Etats-Unis. Le cinéaste Costa-Gavras l'a fait connaître au grand public par son film *Etat de siège*. Théo Buss relate nombre d'assassinats politiques exécutés dans le cadre de cette vaste campagne de répression. Puis l'auteur raconte ce qu'il nomme «l'odyssée du mouvement œcuménique», en soulignant que le Conseil œcuménique des églises (COE) fut longtemps «un phare dans les luttes de libération». Le pasteur Buss ne craint



Militant de la première heure, Théo Buss a arpenté le monde entier avant de poser ses pénates à La Chaux-de-Fonds.

DR

pas les prédications engagées: ainsi lorsqu'en 2003, à la Collégiale de Neuchâtel (lors d'un culte radiodiffusé), il oppose Max Havelaar et sa dénonciation du colonialisme hollandais en Indonésie, à Pierre Alexandre DuPeyrou, qui tirait l'essentiel de ses rentes de l'exploitation des esclaves noirs qu'il possédait au Surinam...

Changeant encore une fois de sujet (même s'il y a un lien évident entre les différents engagements de Théo Buss), la suite de l'ouvrage est

consacrée à l'écologie et à la décroissance, à laquelle l'auteur adhère. Enfin ce dernier dénonce avec vigueur les thèses ultralibérales issues de la Société du Mont-Pèlerin fondée en 1947, avec la participation, notamment, de Friedrich von Hayek et Milton Friedman, les grands inspirateurs de Donald Reagan, Margaret Thatcher et Augusto Pinochet.

Pour finir, Théo Buss résume les multiples engagements qui ont rempli et continuent de remplir sa vie, et dont

certaines n'ont pas été évoqués dans notre résumé: la défense des réfugiés, Amnesty International, la lutte contre les méfaits de l'amiante et l'addiction collective au smartphone, «nouvel opium du peuple» selon lui. On voit donc que ce livre évoque une série de sujets très différents: c'est là son grand intérêt, c'est peut-être là aussi que réside sa faiblesse formelle. ■

Pierre Jeanneret

Théo Buss, *Justice au cœur*, Vevey, Editions de l'Aire, 2020, 371 p.

Une carrière pas toute tracée

GENÈVE • Le peuple devra décider le 29 novembre s'il veut régulariser une carrière illégale depuis trente ans et en pleine zone agricole.

L'objectif de ce projet de loi est de déclasser trois hectares de zone agricole en zone industrielle, au lieu-dit «Sous-Forestal», situé sur le territoire de la commune d'Avusy, à la frontière des communes de Cartigny, Laconnex et Soral. Bien que situé en zone agricole, ce terrain n'est plus utilisé depuis une trentaine d'années pour l'agriculture. Il était exploité comme carrière de sable, jusqu'à son épuisement. Ensuite, le Conseil d'Etat permit à l'entreprise exploitante, la société Sablière du Cannelet SA, de se reconverter dans le recyclage de déchets de chantier, en lui promettant une légalisation de son activité. Cela aurait impliqué de déclasser le terrain en zone industrielle, ce qui ne fut pas fait jusqu'à présent. L'activité de recyclage se poursuivait donc illégalement, mais était tolérée en pratique. Une majorité du Grand Conseil veut aujourd'hui légaliser cette situation, en déclassant ces trois hectares en zone industrielle.

Le projet de loi fut voté par la majorité des partis au Grand Conseil, à l'exception d'Ensemble à Gauche et d'une moitié des Verts. Ce sont les communes concernées qui sont à l'origine du référendum. La droite appelle à approuver le changement, et la gauche, majoritairement, à voter non. Les associations de défense de l'environnement sont divisées sur la question.

Des emplois en sursis

Il y a des arguments sérieux en faveur du projet. La Sablière du Cannelet est responsable du recyclage de 25% des déchets de chantier du canton. Une cinquantaine d'emplois, socialement et écologiquement utiles, sont en jeu. Ils pourraient disparaître si la Sablière du Cannelet devait cesser ses activités. Si l'entreprise devait fermer – à moins que les autorités n'arrivent à lui trouver un nouveau

terrain –, ces déchets pourraient être exportés en France, pour y être recyclés puis réimportés à Genève, ce qui constituerait une aberration écologique. Il est impossible de régulariser les activités de l'entreprise sans déclasser en zone industrielle. Alors, même si c'est légalement discutable, il faudrait tout de même le faire au nom du recyclage et de l'emploi. Selon les autorités, il n'existe pas de terrain disponible suffisamment grand dans une zone industrielle existante pour que l'entreprise puisse y déménager.

Mais il y a également de sérieux arguments en sens contraire. L'activité de recyclage implique des nuisances (passage de nombreux camions, poussière) et consomme beaucoup d'eau. Surtout, la transformation d'un terrain agricole en carrière, puis en zone de recyclage, s'est faite malgré les habitants, qui ont donc de bonnes raisons d'être mécontents. La politique du fait accompli est détestable. Ce que propose une majorité du Grand Conseil, ce n'est rien moins que la régularisation d'une activité illégale, ce qui est de nature à créer un dangereux précédent, et une incitation au grignotage de la zone agricole. Les opposants pointent également le fait qu'il existe d'autres entreprises de recyclage dans le canton, qui auraient la capacité de traiter 100% des déchets de chantier, et que la Sablière du Cannelet a refusé de déménager lorsqu'un terrain de rechange lui avait été proposé, préférant poursuivre ses activités dans l'illégalité. Toutefois, en cas de refus, rien ne garantit la renaturation de ces trois hectares ou leur retour à l'agriculture. Celui-ci prendrait en tout cas du temps. La préservation des emplois n'est pas garantie non plus. Réuni en assemblée, le Parti du Travail a décidé de laisser la liberté de vote sur le sujet. ■

Alexander Eniline

Paru dans *Encre rouge*

Enquête interne aux TPG

Dénonçant des pressions de deux hauts cadres et un «climat de terreur» dans le secteur administratif des TPG, 19 employés de l'entreprise de transport genevois avaient demandé l'intervention de l'inspection du travail (OCIRT) (voir *Gauchebdo* n°46). Après avoir réitéré dans un premier temps sa confiance aux personnes incriminées sans annoncer de mesures d'investigation, la direction des TPG vient de faire marche arrière toute et annonce avoir lancé une enquête interne menée par un partenaire externe selon le journal du syndicat SEV. «La direction de la régie a décidé d'agir suite à un pré-rapport émis par l'OCIRT. Elle se dit très concernée par le ressenti exprimé par ses collaborateurs et le faisceau d'indices rapportés. Elle confirme prendre très au sérieux cette affaire et fait part de sa détermination à agir pour protéger la

santé de son personnel», confirme François Mutter, porte-parole et responsable des affaires publiques que nous avons contacté. «Cette enquête devra permettre à tous les protagonistes de s'exprimer. La direction a aussi convenu notamment avec la principale personne concernée qu'elle se retirerait de la conduite du personnel le temps de l'enquête», ajoute-t-il. «Les 19 plaignants et plaignantes dénoncent des attitudes tyranniques et colériques de deux dirigeantes, dont l'une de haut rang. Dans le département de cette dernière, l'absentéisme était de 14% en juillet. Elle vient de l'Administration cantonale où elle n'a pas laissé que des bons souvenirs. Elle a été nommée aux TPG pour les secouer et elle le fait avec le plus grand zèle», précisait Valérie Solano, secrétaire syndicale du SEV, dans le journal du syndicat. ■

JDr

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda Loset, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35

Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur
et rédacteur,
Stéphane Montavon, dessinateur

Administration
administration@gauchebdo.ch

Publicité
tarifs et informations sur
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abj
CCP 12-9325-6

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

En Marche vers un état policier?

FRANCE • Le gouvernement Macron, par ses attaques législatives et physiques contre la liberté d'informer, fait progressivement sortir le pays de l'état de droit.

La Commission européenne a rappelé que les journalistes devaient pouvoir «faire leur travail librement et en toute sécurité», anticipant le vote positif en première lecture par l'Assemblée nationale de la loi «sécurité globale». La proposition de cette loi fut donc massivement adoptée par la Représentation nationale, le 24 novembre dernier, par 388 voix pour (104 voix contre). Et doit désormais être examinée par le Sénat. Elle est contestée par les défenseurs des droits humains. «Nous dénonçons une loi liberticide qui menace la liberté d'expression, le droit à manifester et le droit à la vie privée», explique Anne-Sophie Simpère d'Amnesty International (France 24).

Loi bâillon

Son controversé article 24 punit d'un an d'emprisonnement et de 45'000€ d'amende le fait de «diffuser, par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support, dans le but manifeste qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, l'image du visage ou tout autre élément d'identifi-

cation d'un fonctionnaire de la police nationale ou d'un militaire de la gendarmerie nationale lorsqu'il agit dans le cadre d'une opération de police, sans préjudice du droit d'informer.»

Seulement ce «droit d'informer» ne pourra être invoqué que devant un magistrat. Or, ce n'est pas à ce dernier que ces personnes ont affaire sur la voie publique mais bien à la police. Celle-ci pourrait en profiter pour entraver la liberté d'information. Par exemple en interpellant la personne qui filme avant de la placer en garde à vue. Et il y a des raisons de le craindre.

«Nuit de la honte»

On pouvait déjà s'inquiéter de la façon dont des journalistes et citoyen.n.e.s ont été traités lors des derniers mouvements sociaux. L'inquiétude devient peur quand on sait que plusieurs journalistes, dont un de la chaîne publique France 3, ont été mises en garde à vue le 17 novembre, alors que ces personnes couvraient une manifestation contre la loi de «sécurité globale». La peur devient terreur lundi soir, face aux multiples exactions de la police,



Manifestation contre la nouvelle loi devant la cour d'appel de Lyon.

150

lors d'une occupation de la place de la République par des associations d'aides aux migrants. Plusieurs centaines d'entre eux sont en errance dans la capitale depuis le démantèlement du camp de Saint-Denis la semaine dernière. Ce soir-là, un reporter à *Le Média*, Nicolas Mayart filmant l'évacuation, rapporte sur Twitter des menaces de mort à son encontre.

Alors que l'occupation a viré à la

manifestation, ce même journaliste en filme un autre, Rémy Buisine du média web *Brut*, maintenu au sol et battu à coups de matraques par un policier. A ces violences sur des membres de la presse, il faut ajouter celles sur les migrants qui manifestaient alors pour demander à ne plus dormir dans la rue. Les images du journaliste indépendant Clément Lanot montrent des migrants s'opposant verbalement à leur évacua-

tion. En retour, ils reçoivent en toute gratuité de violents coups de pied et de boucliers. Après le visionnage de ces vidéos notamment, l'on comprend que les réseaux aient baptisé ce 23 novembre, «nuit de la honte».

Marches pour la liberté

Afin de faire reculer le gouvernement, dont les intentions d'usage de la loi «sécurité globale» ne sont plus un secret, à savoir un muselage brutal de l'opposition dans la rue, un appel est lancé pour ce samedi. A l'initiative de nombreux syndicats et associations de journalistes, comme le Syndicat des journalistes et la Fédération européenne des journalistes, de grandes «marches pour la liberté» auront lieu dans tout le pays.

Comme l'a dit une grande dame, Rosa Luxembourg, «la chose la plus révolutionnaire que l'on puisse faire est de proclamer haut et fort ce qu'il se passe». Proclamons alors que la France sous le régime d'Emmanuel Macron, est «En Marche vers un état policier». ■

Jorge Simao

Donald Trump for ever?

OPINION • En Suisse comme en Europe, il suffit de parler de Trump pour mettre tout le monde d'accord. Mais 47,2% d'électeurs ont voté pour lui. Un soutien qui interroge.

Il est un affreux président, incompetent, hystérique, exacerbant le racisme et le sexisme. Certains vont même jusqu'à le comparer à Hitler. De même, Barack Obama mettait 80% des Européens de son côté. Charismatique, intelligent, drôle, afro-américain... L'un des meilleurs présidents des États-Unis, sans conteste.

Or je soupçonne que les choses ne sont pas si simples, et que notre tendance au manichéisme nous conduit à une certaine injustice dans l'attribution des bons et mauvais points.

Drones tueurs et libre-échange

Ainsi, Obama avait un programme de meurtres par drones sans précédent, ce qu'il n'a pas hésité à dissimuler aux médias, quitte à mentir. Trump, pour sa part, a tenu plusieurs de ses promesses électorales, notamment sur le retour de l'emploi dans son pays. Il a par ailleurs

davantage fait contre TISA (Accord sur le commerce des services) que toutes les manifestations auxquelles j'ai participé. TISA risque par ailleurs de voir à nouveau le jour maintenant qu'un libre-échangiste est de retour à la Maison-Blanche.

Je ne vais pas prétendre que Trump était meilleur président qu'Obama. Je ne le pense pas. En revanche, méfions-nous de la simplification à outrance. Il est facile de suivre les jugements à l'emporte-pièce que l'on peut lire sur les réseaux sociaux, qui visent surtout à provoquer un maximum d'émotion pour agglomérer des «likes».

Very Bad Trump?

Trump a été un mauvais président. Parce qu'il n'a pas condamné les attentats racistes. Parce qu'il a relancé les sanctions économiques contre Cuba. Parce qu'il a tenté de détruire l'accord ira-

nien sur le nucléaire. Parce qu'il a déplacé l'ambassade étasunienne en Israël, etc.

Mais pour beaucoup d'Américains, il représentait aussi une alternative à l'establishment politique. Le premier président des États-Unis à s'être opposé au libre-échange tous azimuts. Quelqu'un qui donnait l'impression d'être à l'écoute des gens. Rappelons qu'avant qu'il ne soit le candidat des Républicains en 2016, on risquait d'avoir un duel entre un troisième Bush et une deuxième Clinton. En matière de dynastie politique, ça se pose là!

Gare au mépris

Le journaliste français Eric Brunnet avait déclaré que les 19% d'électeurs de Mélenchon étaient «19% d'abrutis». Un mépris incroyable d'une partie de l'électorat qui, simplement, ne partage pas sa vision néolibérale macronienne.

Trump a récolté 47.2% de voix. Et si nous avons bien sûr le droit de penser que les États-Unis sont peuplés de près de 74 millions d'abrutis, je pense que ce n'est pas ainsi qu'il faut lire les chiffres. Peut-être vaudrait-il mieux se demander pourquoi 74 millions d'électeurs sont prêts à voter pour la seule prétendue alternative à l'establishment politique? L'Allemagne de 1933 était-elle pleine d'abrutis?

Trump a été un mauvais président, outrageux, sexiste, tout ce que vous voulez. Mais nous sommes à un moment de notre histoire où des gens sont prêts à élire un mauvais président pourvu qu'il propose une alternative à un système qui ne cesse de décevoir. Cela ne rend pas Trump meilleur, mais devrait nous amener à réfléchir. Et à identifier que le problème, c'est le système. ■

Nicolas Turtschi

Pétition pour le Venezuela

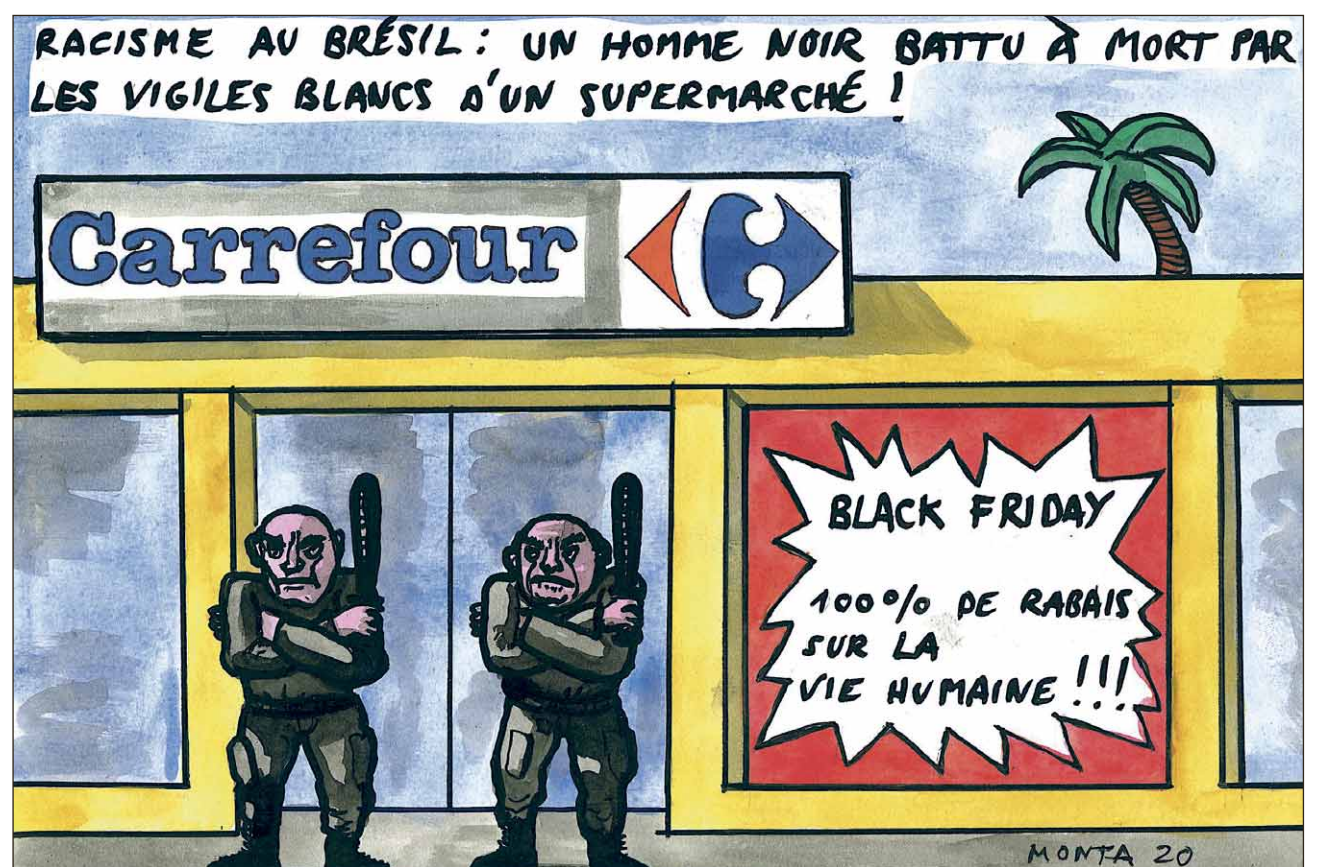
Le Réseau européen de Solidarité avec la Révolution bolivarienne et le site Les 2 Rives – plateforme francophone d'information sur l'Amérique Latine et les Caraïbes, pilotée par le journaliste Romain Migus, ont lancé une pétition à l'intention de l'Union européenne en prévision des prochaines élections législatives du 6 décembre au Venezuela.

Les deux associations rappellent qu'au cours de l'année 2020, des discussions ont eu lieu entre le gouvernement et une partie de l'opposition résolue à rejoindre le chemin constitutionnel. A la clef, des nouvelles garanties électorales, unanimement acceptées par toutes les tendances politiques impliquées dans ce processus électoral. «Malgré ses appels répétés au dialogue au Venezuela, l'Union européenne a refusé d'accepter ce nouveau consensus démocratique et a finalement décidé de

repousser l'invitation de l'État vénézuélien d'envoyer des observateurs comme garants du bon déroulement des élections. Cette contradiction est le fruit des pressions constantes de l'administration des États-Unis, embourbée au Venezuela dans une entreprise pour laquelle la priorité n'est pas le respect de la démocratie ni des processus électoraux, mais bien le changement de régime, quel qu'en soit le coût. Cet alignement sur la politique des pires faucons de Washington signe l'abdication d'une politique étrangère indépendante pourtant mise en avant dans de nombreux discours d'intention», dénoncent les deux associations, qui demandent à l'Union européenne qu'elle reconnaisse le verdict qui sortira des urnes le 6 décembre, et qu'elle soutienne le choix démocratique des Vénézuéliens. ■

Réd.

Pétition à signer sur www.les2rives.info



Disparus et deuils irrésolus

CINÉMA • Au Mexique, des familles d'étudiants exécutés demandent justice. Une fiction guatémaltèque à base documentaire suit les mères de victimes de la junte militaire recherchant les dépouilles de proches.



Le réalisateur de «Nuestras Madres» est impressionné par la capacité de résilience des survivantes du génocide guatémaltèque.

Dans *Vivos* (*Vivants*), l'artiste plasticien, cinéaste et activiste chinois Ai Weiwei cisèle des plans fixes méditatifs. Il inscrit dans leur environnement les proches de victimes d'une tragédie survenue au Mexique, le 26 septembre 2014. Un convoi de bus transportant des élèves enseignants militants vers la capitale pour commémorer le massacre d'étudiants de Tlatelolco (1968) est brutalement intercepté par des policiers municipaux liés au crime organisé et des assaillants masqués. Six étudiants sont assassinés, quarante-trois autres enlevés. Ils n'ont jamais été retrouvés.

La réalisation se concentre sur les familles des disparus demandant justice au sein d'une société minée par une corruption institutionnelle. Ces proches sont comme piégés dans des limbes hantés par une douleur rémanente. Une sorte de purgatoire du deuil suspendu. Les êtres sont filmés au quotidien. Leurs témoignages et réflexions sur le poids du deuil, des années de souffrances et d'hypothèses sur la tragédie infusent en voix off. Sont aussi convoqués journalistes, experts juridiques et une psychologue précisant que les victimes étaient issues de populations indigènes.

«Affaire des 43»

Optant pour un détachement face aux tourments, le film tient à distance l'arc documentaire habituel mêlant compassion et résilience. Ceci pour se concentrer sur une photographie plasticienne de lieux saisis en longs plans fixes qu'accompagne un roman de voix agencé tel un chœur conteur. Ce sentiment élégiaque et tragique culmine dans un esprit communautaire. A Mexico, familles et étudiants protestent ainsi entre chagrin, colère et espérance de la

restitution des victimes sous les poignants cris de ralliement donnant au film son titre: «Vivos, se los llevarón. Vivos, los queremos» (*Vivants, ils les ont emmenés. Vivants, nous les voulons*).

L'image qui se dégage est celle d'un échec de la guerre aux cartels massivement soutenue par les États-Unis. Elle a engendré un niveau inouï de violence homicide. Depuis 2006, il y eut ainsi 250'000 morts et 40'000 disparus dans la conflit contre la drogue selon le documentaire. Le «drame des 43» est le scandale récent le plus retentissant du pays. Ceci en raison de l'impunité de ses auteurs, des implications étatiques à de multiples échelons, de la police (municipale, fédérale) et de l'armée. Sans oublier la faillite de la justice. Malgré une corruption endémique, les choses évoluent lentement sous la présidence de Lopez Obrador. Alors qu'aucun fonctionnaire n'a encore été jugé, le Président a annoncé, le 27 septembre dernier, que «les militaires impliqués seront jugés». Sans toutefois mentionner leur nombre et identité.

Procès problématiques

Nuestras Madres (*Nos Mères*) signé César Díaz oscille du récit intime au drame collectif et à l'injustice systémique. Guatemala, 2018. Le pays vit au rythme du procès des militaires à l'origine de la guerre civile (1960-96) ayant fait 200'000 morts et 45'000 disparus, essentiellement des Indiens. Ernesto, anthropologue à la Fondation médico-légale, travaille à l'identification des disparus. Un jour, à travers le récit d'une vieille femme indigène, le jeune homme croit déceler une piste qui lui permettrait de retrouver la trace de son père, guerrillero mort pendant le conflit armé.

A suivre le cinéaste en entretien, dans un pays gouverné par le conserva-

teur Alejandro Giammattei et voulant tirer un trait sur son passé génocidaire, «presque tous les procès relatifs aux droits humains ont été interrompus. Or, ce n'est pas du fait de la pandémie. C'est à cause de la réticence du système judiciaire à aller de l'avant avec de tels procès. Il y a encore beaucoup de personnes impliquées dans des crimes contre l'humanité qui pourraient être poursuivies, mais cela ne se produit pas.»

Ideaux révolutionnaires évanouis

Lors de l'anniversaire de la mère d'Ernesto, les invités chantent *l'Internationale*. Aujourd'hui la gauche révolutionnaire et ses idéaux semblent fort lointains. Pour le réalisateur, «les idéaux sont toujours là. Mais ma génération notamment n'a pas les moyens d'atteindre des objectifs, comme la justice sociale, l'équité, la liberté. A mon sens, la génération de mes parents croyait en certains idéaux. Et ils leur ont sacrifié leur vie. Aujourd'hui, il n'existe pas de grand mouvement luttant pour les droits humains au Guatemala.»

Le jeu des acteurs, pour la plupart des gens ayant vécu la perte d'un proche, privilégie l'intériorité et la retenue. Le cinéaste précise: «Nous avons besoin de la reconnaissance de l'État comme responsable de crimes contre l'humanité, de la vérité sur les personnes disparues et tuées, de l'ouverture des archives militaires, de la mise sur pied d'une commission pour transmettre l'histoire aux nouvelles générations dans les écoles et les manifestations. Mais aussi la création et la célébration d'une journée des victimes.»

Bertrand Tappolet

Nuestras Madres et *Vivos* à voir en ligne sur filmaramlat.ch. Filmar en America latina. Jusqu'au 29 novembre.

Un nouveau commun face à la pandémie

LIVRE • Une philosophe italienne montre comment le virus et les modalités inventées pour le combattre ont mis en évidence la cruauté du capitalisme. Pour s'en sortir, un nouveau mode d'exister en commun est nécessaire.

Corona Virus désigne, selon Donatella di Cesare, le virus et sa forme de couronne. Renvoyant au souverain par son nom même, le virus dépasse, toujours selon elle, les frontières, excède le pouvoir des experts et des gouvernements. La philosophe italienne y voit les limites de «l'asphyxie capitaliste» qui nous imposait d'être productifs et efficaces sous peine d'être déclassés. Le virus impose un temps d'arrêt, une respiration, même fatale. Son pouvoir souverain impose un état d'exception, la suspension des libertés, l'atomisation des liens sociaux. «Dans la démocratie immunitaire», politique et médecine se confondent, nous réduisent au rang de

«citoyens-patients». L'autrice nous met en garde contre les mises à profit, par le capital, des suites de la catastrophe du Covid-19, notamment des politiques liberticides par la peur. Face à la pandémie psychique, à la contagion complotiste et à la surveillance numérique, elle en appelle à vivre avec ce virus, à dépasser «le soi identitaire et souverainiste», pour adapter nos vulnérabilités à un nouveau commun. ■

Nicolas Mathey

Paru dans *L'Humanité*

Donatella di Cesare, *Un virus souverain. L'asphyxie capitaliste*, La Fabrique, 112 pages.

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

#MeToo en Égypte et ailleurs

Il y a des réveils particulièrement difficiles. J'écoute chaque jour la RSR1 au levé jusqu'à 8h30, puis je passe sur France-Inter jusqu'à 9h. Vendredi 20 novembre, à peine éveillée, j'entends une nouvelle qui m'a donné envie de replonger dans le sommeil. La situation en Égypte des victimes de violences sexuelles qui, au lieu d'être protégées, se retrouvent sur le banc des accusés.e.s.

Partout, l'affaire Weinstein a libéré la parole et le mouvement #MeToo se répand. Aussi sur les réseaux sociaux égyptiens. Selon UN Women, en 2013, 99% des Égyptiennes disent avoir déjà vécu une forme de harcèlement sexuel, notamment dans les transports en commun, qui sont signalés comme le deuxième endroit où les femmes sont le plus sujettes à ce type d'agression. 62% des Égyptiens avouent avoir déjà harcelé sexuellement une femme.

Ariane Lavrilleux, correspondante du journal *Le Temps* au Caire, écrit sur le sujet (11.11.20). «Moi aussi j'ai été harcelée». Sur les réseaux sociaux, des centaines d'Égyptiennes ont scandé ces cinq mots, devenus les plus partagés ces derniers mois. Les noms de notables, journalistes, étudiants de fac huppée se sont retrouvés associés à des récits de harcèlement sexuel et de viol. Un mouvement inédit qui a déclenché l'ouverture d'enquêtes dans tout le pays.

En 2104, une jeune Égyptienne a accusé un groupe de riches Cairotes de l'avoir droguée et violée en marge d'une soirée privée, dans un hôtel de luxe. Ces faits viennent d'être révélés à la faveur de la vague #MeToo. Les photos et noms des violeurs présumés ont circulé sur la Toile pendant des semaines, laissant croire que la peur avait changé de camp. Au début de l'enquête, cinq suspects réputés intouchables, car proches du pouvoir, sont arrêtés.

Hélas, les victimes et leurs soutiens ont vite déchanté. Les services de sécurité égyptiens transforment l'affaire de viol en «orgie sexuelle». Les médias qu'ils contrôlent lancent une vaste campagne de diffamation pour assimiler victimes et agresseurs présumés. Leurs photos privées se retrouvent sur les réseaux sociaux et les sites proches du gouvernement: leur style de vie serait en contradiction avec les valeurs familiales du pays.

Le 29 août, le procureur chargé de l'enquête sur le viol en réunion prend un virage à 180 degrés. Six témoins et proches de la victime sont arrêtés. «Tout à coup, les témoins sont devenus les accusés. La police a débarqué au milieu de la nuit, en défonçant leurs portes et en prétendant qu'elle voulait les protéger et écouter leur témoignage, sauf que leurs téléphones ont été immédiatement confisqués et fouillés», raconte une personnalité féministe, proche des témoins, qui souhaite rester anonyme. Au lieu d'être emmenés au poste de police, ces trois hommes et trois femmes sont envoyés dans des cellules secrètes. Des examens anaux sont imposés aux hommes interpellés pour tenter de prouver leur homosexualité - qui n'est pas illégale en Égypte, mais souvent criminalisée comme un acte de «débauche». Insultée par ses geôliers, une des femmes est traumatisée par les privations de nourriture et de produits d'hygiène féminine. Un climat de peur se répand. Leurs avocats refusent d'être identifiés comme de répondre aux médias.

Le message envoyé par les autorités judiciaires vise non seulement à empêcher les victimes de porter plainte, mais également à intimider toutes les personnes qui soutiennent la voix des victimes, car elles peuvent être accusées de «ternir l'image de l'Égypte».

Cependant cette contre-offensive judiciaire n'a pas éteint la colère des Égyptiennes. «J'ai passé toute ma vie à être harcelée, suivie dans la rue, au point que cela devienne la norme. Malgré tous les obstacles qui se dressent contre nous, nous avons toutes décidé de dire «ça suffit», tonne Marie-Jane, étudiante de 22 ans. Son message posté sur Facebook, pour alerter contre un harceleur de son campus, avait encouragé des centaines de camarades à témoigner à leur tour. Accusée d'avoir étouffé des plaintes antérieures d'étudiantes, l'université a lancé une plateforme pour mieux recueillir leur parole et une enquête interne sur le harcèlement. Plusieurs étudiants ont écopé d'un semestre de suspension pour avoir créé des comptes WhatsApp sur lesquels s'échangeaient des photos d'étudiantes dénudées sans leur consentement. Si ces sanctions limitées lui paraissent «risibles», Marie-Jane se réjouit d'avoir participé à une nouvelle prise de conscience, en particulier chez les garçons, première étape d'un long combat contre une mentalité arriérée.

En Iran aussi (Alireza Seeb, Téhéran, 16.9.20 pour *Le Temps*). Depuis quelques semaines, de nombreuses femmes dénoncent, sur les réseaux sociaux, les agissements de leurs collègues, professeurs, amis, thérapeutes ou même, dans un cas, d'un activiste des droits des femmes (!), qui abusent de leur position de pouvoir. Les premiers témoignages - «J'ai été touchée dans l'obscurité», «on m'a donné une boisson avec un somnifère», «mon avocat m'a étreinte de force» - ont eu un effet d'entraînement. Après des siècles de traumatismes vécus en silence, les dénonciatrices s'accordent sur un fait nouveau: il n'y a pas de honte à survivre à ce genre d'acte.

Mais la loi iranienne est davantage l'adversaire des femmes que leur alliée. Une victime qui avait porté plainte pour viol a été retrouvée morte... En quatre décennies, la République islamique a renforcé son emprise sur chaque aspect de la vie quotidienne, imposant aux femmes son code vestimentaire connu sous le nom de «hidjab obligatoire». Les dirigeants ont propagé l'idée qu'une femme relâchant son hidjab s'expose à des pulsions sexuelles incontrôlables (!). Le système pénal est incompétent et défaillant. Tant que les hommes considéreront leur femme comme leur propriété, il n'y aura pas de progrès.

«Si nous nous battons sans relâche, le mouvement gagnera en reconnaissance comme Black Lives Matter aux États-Unis», dit une Iranienne.

En Russie, depuis 2017, les violences conjugales ne sont plus considérées comme des délits.

En Suisse, l'affaire du harcèlement sexuel révélée récemment concerne la SSR dans son entier: RTS, RSI, SRF, RTR, SWI.

Bref, dans tous les pays du monde, les femmes sont considérées comme de la chair sexuelle, et il faudra une forte volonté politique pour faire évoluer les mentalités et combattre le machisme issu de nos sociétés patriarcales, avec l'aide des hommes les plus éclairés (il y en a!).

Huguette Junod

Le POP Lausanne lance son troisième sondage de quartier

2



Covid-19 Les effets miroir d'une crise

3



Géants du numérique: la face cachée des GAFAM

4

ÉGALITÉ FISCALE

Taux d'impôts communaux à uniformiser

Dans le canton, l'impôt communal peut quasiment doubler d'un endroit à l'autre. Ceci sans aucun lien avec les prestations offertes.

Les communes «riches», comptant beaucoup de contribuables aisés, ont de fortes rentrées fiscales même avec des taux bas, ce qui attire de nouveaux contribuables aisés et leur permet de baisser encore davantage leurs taux. Ces gros contribuables manquent alors aux bourgs moins vernis, qui devront augmenter leurs taux déjà élevés, et ainsi de suite. S'ensuit la création de véritables oasis de richesse et des poches de pauvreté sur sol vaudois.

Longue lutte

Pour briser cette iniquité fiscale et ce double cercle vicieux, le député POP Vincent Keller a déposé une initiative parlementaire devant le Grand Conseil demandant l'instauration d'un «taux unique».

Une initiative populaire dans le même sens avait été refusée en 2001 malgré l'acceptation massive à Lausanne (60% de oui), Yverdon (60%), Renens (67%) ou Chavannes (67%). A l'époque, le Canton avait mis sur pied un contre-projet informel sous forme de péréquations intercommunales qui devaient à terme rapprocher les taux. Or 20 ans après, force est de constater que, comme l'avait prédit le POP, le but n'est pas atteint: les taux vont toujours de 46 à 84.

Les péréquations sont d'ailleurs de plus en plus largement contestées pour leur manque de transparence et de prévisibilité. Ainsi le canton est en train de mettre sur pied une nouvelle mouture qu'il veut simple, transparente, équitable, stable, facile à comprendre et non manipulable. Or avec les palabres qui s'annoncent entre canton et communes, où chacune voudra tirer la couverture à soi, on peut craindre une nouvelle usine à gaz.

Dans ce contexte, le POP propose la solution du «taux unique». Tous les contribuables payent leur impôt communal au taux de 68 (moyenne actuelle). Quant à lui l'entier de la somme est redistribué aux communes selon des critères objectifs comme le nombre d'habitants, de places de travail, les tâches d'utilité régionale financées par la commune, etc. C'est le seul système péréquatif à répondre parfaitement aux critères énoncés.

Solution attractive

En attaquant le mal à sa racine, la solution proposée a des avantages pour les contribuables et les communes. Elle garantit la justice fiscale: chaque contribuable paye ses impôts communaux au même taux, indépendamment de la richesse de



Le taux unique apportera équité et stabilité financière aux communes.

Jeanne Menjoulet

ses voisins. Avec le taux unique, deux tiers de la population verra ses impôts diminuer, au détriment du dernier tiers dont les privilèges fiscaux seront supprimés.

Elle apporte équité et stabilité financière aux communes. De fait, deux localités de même importance auront les mêmes moyens financiers à disposition. Et les finances communales ne seront plus tributaires du déménagement d'un gros contribuable. En supprimant l'autonomie fiscale, elle donnera de l'autonomie financière à toutes les communes car elles auront toutes de

l'argent pour gérer librement leurs affaires sans nouvelles tâches prescrites. Les collaborations intercommunales seront facilitées et la cohésion cantonale ressortira renforcée.

Munie des 20 signatures de députés requises, l'initiative sera examinée par une commission du Grand Conseil, puis traitée en plénum. Soit elle sera acceptée, soit il faudra réunir 12'000 signatures pour une initiative populaire. Dans les deux cas, il y aura ensuite vote populaire car l'initiative vise un changement de la Constitution vaudoise. ■

Jean-Paul Dudt

Edito

Un dynamisme grandissant

Le 14 novembre dernier le POP vaudois a organisé, Covid oblige, son congrès annuel via une vidéoconférence. Des discussions sur la place de nos élu.e.s dans les conseils communaux et municipaux ont donné lieu à des échanges intéressants, des idées et propositions pour améliorer notre travail dans ces parlements. L'occasion aussi de réélire les instances dirigeantes du parti. Au-delà des discussions passionnantes qu'a produit ce congrès particulier, j'aimerais ici relever quelques faits constatés sur l'évolution du POP vaudois lors de ces dernières années.

D'abord, le point le plus important étant le dynamisme dans lequel le POP se trouve aujourd'hui. Les médias ont souvent affirmé, ces dix dernières années, que la formation était morte ou du moins déclinait sérieusement. En réalité, il n'en est rien. La preuve en est que ces deux dernières années, le POP n'a jamais eu autant d'adhésions. 2019 et 2020 ont vu le nombre d'adhésions annuelles tripler par rapport à la période 2008-2018. L'autre point positif en lien avec ces adhésions est leur diversité géographique. Elles ont touché toutes les régions du canton. Ce qui a permis de refonder, ce printemps, une section sur la Riviera et de renforcer la section de Nyon qui retrouve au fil des mois une nouvelle jeunesse, ainsi que celle d'Yverdon-Jura nord vaudois recréée en 2019. Il est donc indéniable que le POP est un véritable parti cantonal. Notre force est d'être actif tant au niveau local qu'au niveau cantonal, que ce soit par des actions concrètes sur le terrain ou par des Conseil communaux ou via le Grand Conseil.

Cerise sur le gâteau en cette année 2020, 50% des nouveaux adhérent.e.s ont moins de 30 ans. Ce qui démontre, d'une part, que la relève est assurée et de l'autre que les idées marxistes, anticapitalistes sont une solution pour une jeunesse qui ne voit plus vraiment de sens à la course effrénée aux profits et à la destruction de notre planète.

En ces temps de crise, nous aurions pu croire que les gens avaient d'autres préoccupations que d'adhérer à un parti politique. En réalité beaucoup veulent s'engager pour se rendre utiles, avoir du débat d'idées et essayer de changer le monde à leur échelle en y apportant plus de solidarité. D'ailleurs, nous pourrions constater, lors des élections communales de l'année prochaine que dans des multiples régions du canton, des membres du POP veulent s'engager pour leur ville, ce qui nous semble très réjouissant.

Oui, le POP Vaudois est sur une pente ascendante, grâce au travail de militants et militantes qui chaque jour font vivre ce parti, le développent, l'enrichissent, le font grandir et je les en remercie chaleureusement. Mais nous avons encore besoin de forces afin que nos idées pour un monde plus social et juste économiquement deviennent majoritaires. Alors, vous aussi, vous pouvez franchir le pas en nous soutenant ou en vous engageant dans cette grande famille qu'est le POP.

Christophe Grand
Secrétaire cantonal du POP Vaudois

TÉMOIGNAGE

J'ai épousé une infirmière

Je vous avais écrit il y a 2 ans pour partager la vie d'une épouse infirmière. Un moyen de pouvoir rendre compte du quotidien de cette profession qu'on applaudit à grandes mains. Mais pour qui rien n'avance vraiment.

Depuis, mon épouse qui a commencé à travailler fin 2016, est déjà la deuxième plus expérimentée de son service. Oui, car la durée de vie professionnelle d'une infirmière à plein temps à l'hôpital se situe entre 2 et 5 ans. Alarmant, n'est-ce pas?

Cela est bien connu de nos dirigeants. Pourtant, ils ne semblent pas s'en soucier, même quand arrive une crise sanitaire sans précédent, mettant sous pression ce personnel et en lumière - pour celles et ceux qui en doutaient encore - leur absolue nécessité en première ligne. Cela aura au moins eu le mérite de mettre d'accord l'ensemble de la classe politique, car aucun élu n'aurait l'audace de contester l'importance de ces professionnels.

Meilleures conditions de travail

Mais malheureusement ça s'arrête là. Car certains ont eu beau proposer améliorations des conditions de travail, meilleure dotation en personnel

ou encore une prime exceptionnelle, la majorité politique de droite refuse encore et toujours d'entrer en matière, prétextant encore et toujours vouloir contenir les coûts de la santé! Ceci en dépit du fait que de meilleures conditions de travail permettent une meilleure qualité des soins, ce qui engendrerait de facto une baisse des coûts. Et tout cela sans compter ceux causés par les burn-out chez le personnel soignant. CQFD Mesdames et Messieurs les grands économistes. Et ça, je dois l'expliquer à mon épouse quand je rentre du Grand Conseil, alors que j'aimerais tant pouvoir rentrer à la maison avec de bonnes nouvelles pour elle et pour l'hôpital public.

Personnel et moyens supplémentaires

Pourtant, le personnel infirmier l'a bien compris lui, car c'est sa première et principale revendication. Avant de demander un meilleur salaire, plus de vacances, une prime, ce qu'ils et elles demandent, c'est plus de personnel qualifié et de

moyens dans les services pour pouvoir mieux s'occuper de leurs patients; mais aussi afin d'exercer correctement la profession qu'ils et elles ont choisie et pour laquelle ces personnes ont investi 4 ans de leur vie à être formé.e.s, sans avoir l'impression de bâcler leur travail ou d'avoir trop vite quitté un patient, faute de temps.

Cet état de fait affecte mon épouse, je le vois bien. Mais je sais qu'elle et ses collègues ne baisseront pas les bras, ce qui me rend très fier et force mon respect. Non seulement pour ma femme, mais pour l'ensemble de la profession dont on minimise la complexité de l'activité.

Sinon, à part ça qu'a-t-elle reçu, de même que ses collègues, pour leur implication sans faille durant la pandémie? Un gel hydroalcoolique et un pot de Nivea... Ah oui, elle a aussi reçu vos applaudissements chaque soir à 21h. Et même si ça ne l'aide pas à se nourrir, ça lui a donné le sourire et bon sang ce que j'aime la voir sourire! ■

Céline Misiego

DÉMOCRATIE

Sondage de quartier, plus de démocratie

Le POP Lausanne lance son troisième sondage de quartier concernant la Borde. Une occasion de mettre la parole des habitant.e.s au premier plan. Et d'offrir une autre vision de l'urbanisme et de la démocratie.

Quelle est la place du sondage en politique? En octobre dernier, la presse parlait du syndic de Nyon pour avoir commandé un sondage auprès des habitant.e.s de sa commune. D'un coût de 10'000 francs, l'opération devait lui permettre de préparer les élections du printemps 2021. Il a refusé d'en rendre les résultats publics, suscitant la polémique parmi ses concitoyen.ne.s. Plus généralement, les sondages, cela peut aussi être des appels téléphoniques non souhaités, des questions plus ou moins tendancieuses, des formulaires plus ou moins crédibles proposés par les journaux en ligne.

Cap au meilleur ou au pire

Tous ces exemples nous rappellent que les sondages mêlent souvent le meilleur avec le pire. Du côté positif, les sondages s'intéressent à l'opinion de la population, et donnent la parole à chacun.e d'une manière simple. Côté négatif, leurs questions ne sont pas toujours neutres, elles nous prennent souvent de court et ne permettent pas une vraie discussion. Et surtout, leurs résultats sont souvent utilisés en priorité comme des informations devant servir des intérêts privés. Alors comment intégrer le sondage dans une démarche réellement démocratique, dans une démarche qui donne du pouvoir à la population?

Un sondage de quartier du POP, ce n'est pas seulement un formulaire à remplir. Ce sont aussi stands, rencontres avec les associations du quartier. Mais aussi des occasions d'échanger avec les personnes ou les collectifs qui s'impliquent sur leur lieu de vie. Le sondage est aussi un outil simple, pour permettre aux passant.e.s de tous âges et de toutes origines de se prononcer. Sur la Riponne, il s'accompagnait d'une carte géante de la place, où petits et



Vue de la Place du Tunnel, au bas de la rue de La Borde à Lausanne.

GZZ

grands pointaient les lieux qui les intéressaient. A la Bourdonnette, des femmes d'un cours de français parlaient du souci que leurs enfants évitent les mauvaises fréquentations. A la Borde, deux retraités étrangers comptaient leurs années en Suisse et racontaient les espaces de verdure cachés du quartier. Un public que l'on ne touche généralement ni par sondages téléphoniques ou réunions d'urbanisme.

Interrogations ouvertes et relais

Les sondages du POP ont des questions simples et assez ouvertes: ma relation au quartier, ce que j'aime, n'aime pas, aimerais. Ces sondages ne sont pas de simples «aides à la

décision» pour les responsables politiques; ce sont des manières de donner la parole à la population. Le rôle du POP n'est donc pas seulement de récolter des réponses, mais aussi de faire un retour dans le quartier, et de relayer au niveau politique ce qui nécessite de l'être.

La vision ressortant des sondages est souvent différente de celle qui apparaît dans les médias ou les débats politiques; et c'est peut-être aussi une autre approche de l'urbanisme qui en surgit. Le quartier n'est plus traité selon des enjeux généraux de logement, de mobilité, de sécurité, mais comme un lieu à vivre, qui ne se réduit pas à diverses fonctions. Et naturellement, les inté-

rêts commerciaux ou spéculatifs ne se trouvent plus au premier plan.

Ainsi, la Place de la Riponne était largement identifiée comme lieu de marché, et la problématique de deal apparaissait de manière beaucoup plus discrète, en particulier pour les personnes habitant Lausanne. A la Bourdonnette, c'est le manque de commerce répondant aux besoins qui ressortait, loin devant d'autres sujets plus médiatisés. En général, les infrastructures publiques telles que les postes de quartier sont plébiscitées. Les sondages de quartier contribuent à rendre visible ce regard sur la ville, souvent occulté. Les sondages de quartier participent aussi à une vision de la poli-

tique qui ne se fait pas simplement pour la population mais avec elle. Beaucoup l'ont sans doute vécu et apprécié: les stands ne se résument pas à des distributions de tracts ou des récoltes de signatures. Ce sont des moments de débats, des occasions d'entendre idées et histoires qui alimenteront notre engagement. C'est un élément essentiel à une politique populaire; et si nous le défendons de différentes manières, les sondages de quartier lui donnent une forme claire et une nouvelle visibilité! ■

David Payot

Pour donner votre avis sur le quartier de la Borde, rendez-vous sur: <https://popvaud.ch/questionnaire-quartiers>

ÉCOLOGIE

Un Chablais respectueux de l'environnement

La présence de fongicides dans les sols est une grave menace. Deux conseillers communaux POP agissent face au déclin de la biodiversité.

Bernard Borel et Christophe Grand, conseillers communaux POP dans la région du Chablais, le premier à Aigle et le second à Bex, ont déposé ces dernières semaines plusieurs interventions en lien avec l'écologie. D'abord en questionnant leur municipalité respective sur la qualité des eaux relativement à la présence possible de chlorothalonil. Ce produit est un fongicide chimique utilisé régulièrement dans la viticulture et l'agriculture. Il est commercialisé notamment par Syngenta depuis les années 70 et finalement interdit en Suisse depuis le 1er janvier dernier.

Potentiellement cancérigène

Les réponses données par les deux municipalités sont jugées plutôt satisfaisantes, puisque les deux communes ne sont visiblement pas

touchées par une pollution au chlorothalonil. Ce qui n'empêche pas les vigneron·nes d'utiliser désormais d'autres fongicides tel le Pergado. Celui-ci est commercialisé par Syngenta et la notice du fabricant mentionne qu'il est potentiellement cancérigène! À Bex, le syndic a proposé au législatif de classer définitivement cette interpellation sans y répondre, jugeant que cette problématique n'existe pas dans la commune. Il aura fallu que Christophe Grand dépose une résolution demandant que la municipalité argumente face aux huit questions posées pour avoir des réactions écrites.

Dans les deux cas, les deux conseillers ont jugé que leurs municipalités pourraient en faire davantage pour transformer en parcelle 100% biologique leurs terres agricoles et viticoles cultivées. Dès lors, Bernard Borel a déposé une

motion transformée en postulat, demandant à la Municipalité d'Aigle de présenter un préavis proposant un chronogramme (agenda) et une stratégie globale pour convertir progressivement l'ensemble des parcelles cultivables (viticoles et agricoles), dont la commune est propriétaire en cultures sans usage d'agrochimiques. Ce postulat a été accepté à l'unanimité par une commission. Une motion allant en ce sens devrait être déposée dans un prochain Conseil à Bex.

Agir pour la biodiversité

Nous devons apporter des solutions pour stopper ou diminuer la pollution liée à l'agriculture intensive et l'utilisation de produits phytosanitaires souvent classés comme cancérigènes par l'OMS. Ainsi les deux conseillers communaux rappellent l'importance de réfléchir à consom-

mer plus local, de défendre des circuits courts de consommation, les coopératives agricoles et la vente directe. Il est aussi essentiel de produire et consommer tout en s'assurant que notre manière de faire ne nuise pas à notre santé, ni à celle de notre environnement.

D'ailleurs le POP se bat depuis de nombreuses années pour une agriculture locale, saine et respectueuse de l'environnement. Avec un soutien inconditionnel au principe de souveraineté alimentaire et une amélioration des rémunérations de nos producteurs. C'est pourquoi toutes les actions pour lutter contre la destruction de notre terre et de la biodiversité, à quelque échelle que ce soit, sont importantes. Cela montre que nous pouvons et devons agir au niveau communal. ■

Christophe Grand

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / Responsable: Christophe Grand / Téléphone: 021 312 06 76 / E-mail: info@popvaud.ch / Abonnements: info@popvaud.ch / CCP Résistance: 10-769952-7 / Maquette et mise en page: Solidaridad Graphisme / Corrections: Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch

COVID-19

Les effets miroir d'une crise

Sous crise pandémique, des réseaux de solidarité ont surgi des failles du système de l'action sociale. Des actions développées dans la commune de Renens pourraient être un laboratoire de nouvelles perspectives.

La première mobilisation a visé à pallier l'absence de revenus des travailleurs et travailleuses précaires et des personnes sans statut légal. Ces personnes vivent en Suisse. Elles sont insérées dans des réseaux informels et font leur existence au fil d'emplois précaires, de ménages ou de chantiers, et de soutiens locaux. Elles font fonctionner l'économie alors qu'elles n'ont peu ou pas d'identité administrative, au sens où le veut la possession d'un statut de séjour et, avec lui, de droits sociaux.

Dispositifs bricolés dans l'urgence

Cette réalité est apparue soudainement au grand jour, notamment à travers l'émergence de files d'attente devant des lieux assurant une distribution de nourriture. Les associations caritatives se sont appuyées sur les fonds récoltés par leurs propres moyens et ceux de la Chaîne du bonheur. Elles ont créé des dispositifs de fortune pour répartir au mieux les fonds (limités) à disposition. A Renens, le tissu associatif, notamment le Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers et la Pastorale de la rue, a permis d'agir rapidement, à l'échelle du district, pour soutenir plus de 150 personnes.

La seconde mobilisation s'est déployée dans des lieux d'accueil. La Ville de Lausanne a mis en place des hébergements d'urgence pour les sans-abri, de jour et de nuit, afin de limiter les regroupements des personnes sans logement. La ville de Renens s'est proposée en renfort et a mis sur pied un accueil de jour. On y sert des repas et plusieurs dizaines de bénévoles se relayent pour accueillir les gens. Les personnes sans-abri, cibles de cet accueil de jour, ne sont pas les seules à venir. D'autres le font, comme les personnes usagères des activités habituellement proposées par les associations caritatives locales, stoppées net par la menace d'une contamination.

Rencontres singulières

L'accueil de Renens voit arriver progressivement près d'une trentaine de personnes. Les bénévoles qui s'y relaient fuient la solitude du télétravail, le décalage entre l'inactivité forcée et le sentiment d'urgence. Au fil des jours, l'accueil devient le théâtre de rencontres entre des populations qui, habituellement, ne se rencontrent



Durant la pandémie du printemps, un lieu de rencontre a été installé dans une église de Renens.

pas. Les parcours de vie défilent: existences marquées par le travail précaire, conditions d'hébergement insoutenables, parcours de détenu.e.s, résignation, enfermement familial ou solitude. En outre, la frontière entre bénévoles et bénéficiaires est poreuse, laissant les un.e.s et les autres libres de la franchir.

En juin, la vie reprend. Les bénévoles se raréfient. On passe à un repas par semaine. Il reste néanmoins le goût de l'expérience. En fait, ces personnes accueillies dans ces centres bricolés en urgence manifestent un besoin qui était là avant et qui pose un défi à l'action sociale. D'une part, des zones de non-droit sont clairement apparues. D'autre part, certain.e.s bénéficiaires de services sociaux semblent s'y sentir coincé.e.s comme dans des giratoires sans sortie.

Pendant le confinement, ces personnes ont bénéficié d'un espace-temps où les frontières entre catégories sociales se sont amenuisées. Ces deux groupes, qui ne sont nullement homogènes, posent différents

dilemmes aux représentant.e.s des politiques locales qui les côtoient. Leur action, souvent conditionnée par des critères institutionnels et légaux, est limitée. Elle est aussi complexe: inclure toutes les personnes qui vivent ici, même celles qui le font clandestinement; reconnaître le parcours de chacun.e et leur offrir une réelle «prise en compte» plutôt qu'une prise en charge; répondre aux urgences, mais privilégier l'inclusion plutôt que la charité.

La perspective de faire société

Comment donner un sens à ces expériences rendues possibles par la crise du Covid? «Prolonger en temps de paix la solidarité du temps de guerre»: cette citation de Pierre Laroque (ancien directeur de la sécurité sociale de 1944 à 1951 en France, ndlr), à replacer dans le contexte de la création de la sécurité sociale en France, résume bien le propos. La crise du Covid a montré la nécessité de «faire société» pour les acteurs et actrices locales. La présence forte d'une soli-

darité s'est exprimée d'autant plus que le rythme qui définit habituellement nos existences a laissé de la place à d'autres manières de faire.

Comment poursuivre l'expérience au-delà de la crise? Pourrait-on imaginer de nouvelles formes de systèmes sociaux, plus ancrées dans le local, plus en mesure d'en montrer la réalité? Agir pour faire coïncider les besoins et les réponses? Ce qui, en temps normal, représente un dilemme pour les acteurs et actrices des politiques locales est devenu, le temps de la crise, une évidence. Faire société, c'est inclure tout le monde. C'est la leçon à tirer de ces expériences, bien réelles, qui constituent le socle d'une perspective à créer. ■

Karine Clerc, chargée d'enseignement à la HETSL (HES-SO), conseillère municipale Enfance et cohésion sociale, Renens.

Tiré du dossier «Travail social et Covid-19» coordonné par la Haute école de travail social Fribourg et REISO. www.reiso.org/articles/themes/covid-19/6539-les-effets-miroir-d-une-crise

En bref

Lausanne

Le POP Lausanne a organisé fin octobre une journée conviviale de réflexions sur la question écologique. Différents collectifs tels que la grève du climat, Extinction rébellion ou Stop 5G étaient présents. Vincent Keller a aussi développé ce que le POP a réalisé au Grand Conseil sur ces questions. Les conseiller.ière.s du POP Lausanne ont aussi parlé des actions menées au Conseil communal de Lausanne. Enfin des tables rondes POPulaires ont amené des réflexions sur le rôle de notre parti au sujet des enjeux écologiques.

Au Conseil Communal, Johan Pain a demandé à la Municipalité d'intervenir auprès de TL pour diminuer la publicité dans les transports publics lausannois et même d'interdire les pubs qui contredisent l'intérêt public comme sur la vente de voitures.

Laura Manzoni est intervenue pour demander à la Municipalité de proposer une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement visant à assurer l'accès à des logements abordables pour les Lausannois.e.s. ■

Renens

Par la voix de Silvio Torriani, la fourmi rouge souhaite que la Municipalité de Renens élabore un préavis pour supprimer la publicité commerciale dans l'espace public.

Nicole Haas Torriani, au nom du collectif Générations Féministes, propose, via un postulat, que la Municipalité rebaptise le square de la place du marché, en le renommant «espace ou parc du 14 juin».

Dans une interpellation, Suzi Sisto-Zoller et Verena Berseht, interrogent la municipalité sur les horaires d'un nouveau commerce dans la gare qui est ouvert 7 jours sur 7 de 5h à 24h. Se demandant si ce commerce ne contrevient pas aux dispositions cantonales sur les horaires d'ouverture. Et interpellent la Municipalité pour savoir si elle a été consultée sur ce projet et l'a contesté. ■

Riviera

Dans la petite commune de Corsier-sur-Vevey, Yvo Piazza, jeune enseignant trentenaire, vient de faire son entrée au Conseil Communal de Corsier, dans le groupe PS et POP. Avec Bernard Caron, il devient donc le deuxième conseiller POP de la commune. Le POP vaudois a réalisé une interview de notre camarade que vous pouvez lire sur notre site internet. ■

<https://popvaud.ch/2020/09/28/interview-yvo-piazza>

Jura Nord vaudois

Notre camarade Zakaria Dridi, gymnasien de 19 ans et actif dans le collectif de la grève du climat, fera son entrée au Conseil communal de Sainte-Croix, lors du prochain conseil de décembre. ■

Le POP en ligne

www.popvaud.ch

[pop.vaud](https://www.facebook.com/pop.vaud)

[@POPVaud](https://twitter.com/POPVaud)

[@pop_vaud](https://www.instagram.com/pop_vaud)

[POP Vaud](https://www.youtube.com/channel/UC...)

HOMMAGE

Simone Szenyan s'en est allée

Simone Szenyan, militante de la Fourmi Rouge, section du POP de Renens, vient de nous quitter. Qualifiée de «battante» dans le portrait du journal de la Fourmi rouge de janvier, suite à son long combat contre la maladie, et son retour, en chaise roulante, au Conseil communal. Son engagement politique pour la commune de Renens (elle a siégé durant 26 ans au Conseil communal!) dans le groupe Fourmi rouge auquel elle a toujours participé activement, et au sein de plusieurs associations (Femmes solidaires sans frontières, l'AVIVO en particulier) fait d'elle une figure importante de la vie renanaise.

Courageuse, solide, d'une vraie gentillesse, à l'écoute des autres, discrète et toujours souriante, elle laisse un grand vide dans nos cœurs. Merci à toi chère compagne de nos luttes, ton courage sera le nôtre! ■



Simone Szenyan a siégé durant 26 au Conseil communal de Renens.

DR

MULTINATIONALES

La face cachée des GAFAM

La crise du Covid a accentué le monopole exercé par les géants du numérique, critiqués pour ne pas respecter la vie privée des utilisateurs. Retour sur les nouvelles armes économiques au service de multinationales américaines.

En 2013, le lanceur d'alerte et informaticien américain Edward Snowden révélait la plus grande opération d'écoute et de surveillance de masse dans l'histoire de l'humanité. Au cœur de ce scandale, nous trouvons le gouvernement étasunien et les GAFAM. Il s'agit de Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, ces géants de l'informatique qui envahissent notre quotidien. Avec leurs smartphones, ordinateurs, logiciels, réseaux sociaux et autres services en ligne que nous utilisons pour travailler, nous divertir, nous former et communiquer, ils ont colonisé l'ensemble de nos activités professionnelles, sociales et personnelles. Leurs outils d'intelligence artificielle traitent nos données, ils savent tout de notre vie et de nos habitudes. Ils peuvent nous géolocaliser, savoir avec qui nous parlons ou échangeons, ils analysent les contenus de nos conversations WhatsApp et SMS, lisent nos mails, savent ce qu'ils pourraient nous vendre.

Les GAFAM sont les premiers artisans d'un monde aux accents orwelliens. La crise du Covid a encore augmenté notre dépendance aux produits numériques. Ainsi au travers du télétravail, on observe une augmentation de l'usage des vidéoconférences, du partage de fichiers à distance et de la communication par mail. Mais sommes-nous armés sur le plan technologique et législatif pour protéger l'accès à nos données personnelles et professionnelles? Il est permis d'en douter.

Si c'est gratuit, nous sommes le produit

Facebook et Google sont truffés de dispositifs de traçage. Ils permettent la récolte de gigantesques quantités d'information sur les profils, les centres d'intérêt et les habitudes des internautes. Nos profils sont ainsi ciblés dans le cadre de campagnes publicitaires. De plus en plus de voix s'élèvent contre l'utilisation de ces données sans le consentement des utilisateurs. Pourtant, les nouvelles dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE prévoient bien la possibilité d'actions collectives.

Les acteurs du web que sont Google, Facebook et les autres ne respectent pas les règles dans leur manière de recueillir le consente-

ment des internautes avec un système de cases précochées ou de clauses interminables que personne ne lit. Mais qu'il faut accepter pour continuer à utiliser la plateforme. Et ne pas être privé de services populaires, indispensables dans certains secteurs professionnels.

Optimisation fiscale

L'optimisation fiscale (pour ne pas dire fraude fiscale) a permis aux géants du numérique d'éviter le paiement d'impôts et de taxes à la hauteur de plusieurs milliards d'euros dans toute l'Europe. Certains pays comme la France ont réagi avec la mise en place de la taxe GAFA. Ce qui avait fait hurler Donald Trump, estimant qu'elle visait «injustement les entreprises américaines». En Suisse, il y a le lancement d'une initiative populaire proposant l'instauration d'une microtaxe sur toutes les transactions électroniques: achats en ligne, paiements par carte de crédit et ventes de titres. Ces mesures restent bien timides, alors qu'une coordination à l'échelle européenne semble indispensable afin de lutter efficacement contre ces cas de fraudes. Et rappelons que les taxes, contrairement aux impôts, désavantagent surtout les petits revenus.

Les GAFAM concentrent leurs divisions les plus stratégiques sur la côte ouest des États-Unis et ne créent que très peu d'emplois à l'étranger. Les équipes locales s'occupent essentiellement de la relation client et du marketing.

Amazon commence aussi à s'implanter en Suisse avec ses centres de bases de données AWS. Grand gagnant de la crise Covid, le géant du commerce en ligne est régulièrement dénoncé pour ses conditions de travail difficiles et pour ne pas suffisamment protéger la santé et la sécurité de ses employés.

Pour le moment, nos gouvernements n'ont pas su amener les réponses adéquates tant au plan législatif que technologique pour la protection de nos données. Au contraire, ce sont les USA qui ont mis en place toute une série de nouvelles lois extraterritoriales. Elles leur permettent de rendre leurs activités d'espionnage (via les GAFAM) légales partout dans le monde. Il y a le Patriot Act (lutte contre le terrorisme), le Foreign Corrupt Practices Act (lutte contre la corruption



Les multinationales digitales à la tête d'un monde orwellien.

Jules Xénard

dans les transactions internationales), le Foreign Account Tax Compliance Act (fiscalité), la loi Helms-Burton (loi sur les embargos) et plus récemment le Cloud Act. Celui-ci permet à l'administration américaine de consulter les données numériques stockées à l'étranger à travers nos courriels, photos, chats audio et vidéo, historiques de navigation et de recherche.

Racket d'entreprises européennes

Ces lois extraterritoriales sont les nouvelles armes économiques du 21^e siècle. Sous couvert de la lutte contre le terrorisme et la corruption, les GAFAM fournissent toutes les données des entreprises au gouvernement américain. Ce dernier peut sanctionner tout acteur économique qui enfreindrait cette législation, même s'il trouve hors des États-Unis. Credit Suisse et UBS avaient été ainsi condamnés à de très lourdes amendes se chiffrant à plusieurs milliards de dollars suite à la violation de l'embargo touchant l'Iran, le Soudan, la Libye et Cuba. Novartis, ABB ou encore l'assureur Zurich Financial Service ont eux aussi dû s'acquitter de lourdes amendes.

En France, la filière nucléaire d'Alstom avait écopé d'une amende de plus de 772 millions de dollars, ce qui avait obligé ses dirigeants à vendre la filière à son concurrent américain General Electric. Le but est d'affaiblir les concurrents des grandes entreprises américaines. À chaque fois, ce sont les GAFAM qui transmettent les données des entreprises européennes au département de la justice des États-Unis. C'est tout simplement un système de racket organisé à l'échelle mondiale.

Solutions locales

Trois députés vaudois ont déposé un postulat « Pour sortir de notre dépendance numérique américaine et reconstruire une informatique de confiance, locale et résiliente ». Le popiste Vincent Keller a expliqué à la presse que « c'est très important de montrer que, malgré nos partis différents, nous tirons à la même corde face au même adversaire. » Le monopole exercé par les GAFAM dans le secteur de l'informatique est tel qu'il est difficile de proposer des alternatives sans action politique forte. ■

Idriss

Les popistes s'engagent de plein de manières différentes pour notre avenir. Et vous, quel type de popiste êtes-vous?

L'organisatrice

Le rédacteur plein d'idées

La militante de terrain

L'indigné actif

La contributrice généreuse



ADHEREZ AU POP VAUD - POPVAUD.CH/ADHERER

Participez à un mouvement combatif et rassembleur au service des travailleurs et travailleuses de notre canton!